

Le pétrole, la question du Darfour et le dilemme chinois

Par autorisation expresse de
l'Académie européenne de géopolitique
et de la revue *Outre-Terre*

Pour citer cet article :

Lei WU, Le pétrole, la question du Darfour et le dilemme chinois, *Outre – Terre*, 2008/3, n° 20, p. 215-226.

Wu Lei ¹

L'importance stratégique du pétrole africain dans le cadre de la sécurité énergétique chinoise a crû sans discontinuer lors de ces dernières années. La coopération renforcée entre Pékin et le continent africain s'inscrit dans un climat de vulnérabilité grandissant de la Chine, fortement dépendante d'un Moyen-Orient politiquement instable.

La République populaire s'est donc tournée vers l'Afrique laquelle entretient avec Pékin des relations relativement amicales et stables, avec ses importantes réserves d'« or noir ».

Selon les statistiques officielles de l'administration des douanes chinoise, les importations de pétrole africain ont débuté en 1992. Année durant laquelle la Chine importa 500 000 tonnes de pétrole en provenance d'Afrique, ce qui représentait alors 4,4 % de ses importations pétrolières totales.

En 1993, les importations s'élevèrent à 2,13 millions de tonnes (14 % des importations totales) et depuis 1999 la part du pétrole africain dans les importations pétrolières chinoises s'est maintenue au-dessus de 20 %, avec un « pic » à 30 % en 2005 ². Deux États africains, l'Angola et la Guinée équatoriale, comptaient – également en 2005 – parmi les sept principaux exportateurs de pétrole en direction de la république populaire de Chine ³. En 2006, supplantant l'Arabie saoudite, l'Angola devint même le premier fournisseur du pays. En 2007, sur la même période que l'année précédente, les importations pétrolières chinoises – dont 26 % provenaient d'Afrique – augmentèrent de 15 %.

Selon la *China Petroleum and Petrochemical Equipment Industry Association* (CPEIA), le pétrole et le gaz importés d'Afrique passeront de 30 à 40 % des

1. Professeur au *Center for Energy Security and Strategy*, Institut des Relations Internationales, université du Yunnan, Kunming, Chine). Auteur de *China's Oil Security* (chinois), 2003 ; et de *Energy Security and the Sino-US Relations* (chinois), 2008. Membre du comité de rédaction de la revue *Geopolitics of Energy* – publiée par le *Canadian Energy Research Institute* (CERI) – et de celui d'*Outre-Terre*.

2. *EIA International Energy Outlook 2005*, appendices A-C, p. 83-130.

3. *EIA Country Analysis Briefs : China*, août 2006, p. 5.

importations globales sur les prochaines cinq à dix années ⁴.

Comme elle accorde la priorité à la diversification de ses importations pétrolières, la Chine a lancé ses compagnies nationales *ad hoc* – la *China National Petroleum Corporation* (CNPC), la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) et la *China Petroleum and Chemical Corporation* (Sinopec) – dans l'arène africaine de l'*upstream* (exploration, production). Les « pétroliers » chinois sont très actifs au Soudan, en Angola, au Nigeria, en Algérie et au Gabon. Des pourparlers « pré-investissement » sont également en cours au Tchad, en Libye et en République centrafricaine.

C'est au Soudan que la CNPC conduit ses plus vastes opérations au monde, puisqu'elle produit actuellement 500 000 b/j (barils/jour) et compte atteindre les 750 000 b/j en 2007 ⁵.

Khartoum satisfait à lui seul 7 % des besoins pétroliers chinois, ce qui le place au quatrième rang des fournisseurs extérieurs de Pékin (derrière l'Arabie saoudite, l'Iran et le sultanat d'Oman). Pour la Chine, le Soudan représente un enjeu à long terme dans la mesure où le riche potentiel pétrolier du Sud demeure quasi inexploré et que les firmes pétrolières chinoises y ont acquis de l'expérience dans la prospection et l'exploitation.

Les réserves pétrolières soudanaises prouvées s'élèvent à 700 millions de barils dans les bassins de Muglad (au nord-ouest du Sud-Soudan) et de Melut (dans le Nord du Sud-Soudan) qui furent découverts par Chevron lors d'une prospection pionnière des décennies 1970 et 1980. Au Sud-Soudan, la zone marécageuse du *Sudd* – « barrière » en arabe, renvoie à la dense végétation aquatique de la zone – contient d'importantes réserves potentielles. Le *Sudd* est une vaste cuvette argileuse qu'inonde annuellement le Nil Blanc avec ses affluents dans sa course vers le Nord (Soudan/Égypte). Les professionnels de l'énergie évaluent les réserves récupérables du *Sudd* à quelque 5 milliards de barils. Prises comme un tout, les trois réserves (Muglad, Melut et *Sudd*) pourraient maintenir leur production sur presque soixante ans, le Soudan devenant l'un des principaux fournisseurs de pétrole de la Chine durant des décennies ⁶.

En 1996, année où la CNPC a fait son entrée en territoire soudanais, ce pays représentait une tête de pont idéale pour les Chinois. Le premier investissement de la CNPC, partie prenante du *Greater Nile Producing Consortium* (GNPOC), a concerné une partie de l'ancienne concession de Chevron, le bassin de Muglad. Le GNPOC étant actuellement constitué par la CNPC, Petronas (Malaysia), de l'*Oil and Natural Gas Corporation Ltd.* (ONGC, Inde) et de la *Sudan National*

4. « China to Import More Oil and Gas from Africa », *Hong Kong Commercial Daily News*, 19 mars 2008.

5. Cf. Florence C. Fee, « Asian Oils in Africa : A Challenge to the International Community », *MEES*, vol. XLIX, n° 17, 24 avril 2006.

6. *Ibid.*

Petroleum Corporation (Sudapet, entreprise pétrolière d'État).

Trois caractéristiques attireraient alors les Chinois au Soudan : (a) la présence de vastes champs pétrolifères en attente de développement ; (b) la non concurrence de *majors* occidentales pour l'obtention des droits pétroliers ; (c) d'immenses ressources pétrolières potentielles qui garantiront une production constante lorsque le pays jouira d'une plus grande stabilité politique ⁷.

Depuis lors, l'aventure a été un formidable succès.

Durant les trois années qui suivent son adhésion au GNPOC, la CNPC a produit et exporté du brut soudanais de grande qualité (léger et doux), facile à raffiner, en provenance du bassin de Muglad. En 2005, sa production de brut à partir de ce même bassin atteignait les 500 000 b/j et pourrait aller jusqu'à 750 000 b/j en 2007. Dans le bassin de Melut qui avait fait lui aussi partie de l'ex-concession de Chevron, le consortium *Petrodar* formé en gros par le même groupe de partenaires (CNPC, *Petronas*, *Sudapet*, ainsi que, pour le Qatar, *Gulf Petroleum* et *Al-Thani*) que le GNPOC (la CNPC étant par conséquent partie prenante des deux structures) a découvert ces trois dernières années trois nouveaux champs pétroliers ⁸. Les activités chinoises dans les deux bassins se fondant sur les travaux antérieurs effectués par Chevron.

Au Soudan, le secteur pétrolier est actuellement dominé par les Chinois, les Indiens et les Malaisiens. Total, compagnie pétrolière française, est la dernière *major* occidentale *in situ*. Elle avait emboîté le pas de Chevron au Soudan dans les années 1980 et acquis tant des parts qu'une licence d'exploitation au Bloc B, dans le *Sudd*. La licence de Total concernant le Bloc B a été renouvelée par les autorités soudanaises au cours des vingt et une dernières années malgré le cas de force majeure constitué par la guerre civile. Car le Bloc B se situe au cœur du *Sudd*, zone à fort potentiel estimé. Aussi, il ne fait aucun doute que Total s'emploiera à conserver un tel atout, étant donné la hausse prévue des prix du pétrole ⁸.

Les exportations de brut soudanais vers la Chine ont plus que doublé l'année dernière, dépassant les 200 000 b/j. Des données officielles montrent que l'État est-africain exporte 40 % vers la Chine. En 2007, le Soudan a exporté 10,31 millions de tonnes vers la Chine – soit 113 % de plus qu'en 2006, ce qui le classe au sixième rang des exportateurs de brut en direction de Pékin avec 6 % des importations totales de brut du second consommateur pétrolier mondial ⁹.

À ce jour, la coopération entre Pékin et Khartoum a englobé de multiples secteurs, parmi lesquels l'énergie, le développement des ressources humaines et

7. Cf. Peter S. Goodman, « China Invest Heavily in Sudan's Oil Industry », *The Washington Post*, 23 décembre 2004.

8. Cf. Peter Brookes et Ji H. Shin, *China's Influence in Africa : Implications for the United States*, Background, Heritage Foundation, n° 1916, 22 février 2006, p. 1.

9. « Sudan Doubles Crude Exports to China in 2007 », *Reuters News*, 22 janvier 2008.

l'ingénierie. L'industrie énergétique constitue le principal domaine de cette coopération bilatérale et aussi le plus fructueux. La CNPC a activement investi au Soudan, contribuant ainsi au développement économique et au progrès social du pays. En parallèle, le Soudan a opéré une mutation endogène puisque d'importateur de brut, il s'est transformé en pays exportateur, tout en établissant une chaîne industrielle complète dans le domaine pétrolier. Portée par l'expansion rapide du secteur de l'énergie, l'économie soudanaise dans son ensemble se développe vigoureusement et entre dans une phase de boom économique ¹⁰.

Crise du Darfour et problème chinois

Certaines puissances occidentales reprochent à Pékin de ne pas tenir compte des violations des normes internationales et des droits de l'homme perpétrées par le Soudan et l'Iran. La politique d'obstruction chinoise à l'imposition de sanctions à l'encontre de ces deux pays par les États-Unis et/ou les Nations unies est également fustigée. La posture « occidentale » s'explique d'un côté par l'expansion des activités énergétiques chinoises au Moyen-Orient et en Afrique, de l'autre par les initiatives de la République populaire de Chine pour développer des relations énergétiques et commerciales avec des « États à problèmes » comme l'Iran, le Soudan et l'Angola. Washington a ouvertement accusé la Chine d'entraver la mise en place d'un accord rapide sur la question du nucléaire iranien ; la position de la Chine se fondant sur la défense de ses intérêts énergétiques et économiques en Iran. Tout comme en Iran, les politiques énergétique et diplomatique de Pékin en Afrique ont provoqué des conflits géopolitiques avec Washington sur toute une série de questions. Les États-Unis incriminent au Soudan les pratiques mercantiles de la Chine, cette dernière se préoccupant exclusivement de ses intérêts pétroliers et fermant donc les yeux sur les droits de l'homme et les crises humanitaires. Pékin n'a jamais critiqué, en effet, les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par le régime du Front islamique ¹¹. La Chine réfute cependant ces accusations, arguant que la question du Darfour est une affaire interne soudanaise et que sa politique étrangère de non-ingérence lui interdit de s'y immiscer.

Les atrocités commises au Darfour ont fortement endommagé l'image de Pékin. Le mutisme de la Chine sur le Darfour a été mis en cause par des gouvernements occidentaux et des associations de défense des droits de l'homme, sans compter qu'on reproche à Pékin d'avoir protégé Khartoum de pressions extérieu-

10. « Sudanese Minister Commends Energy Cooperation With China », *BBC News*, 15 juillet 2007.

11. *USCC Hearing on China's Role in The World : Is China a Responsible Stakeholder?* Témoinage d'Eric Reeves, 3 août 2006.

res en usant de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, alors que 200 000 personnes trouvaient la mort et que 2 500 000 avaient été déplacées en trois années de conflit. L'actrice hollywoodienne Mia Farrow a menacé la Chine d'une campagne planétaire contre « les jeux olympiques du génocide » pour répondre à la politique d'obstruction chinoise. Le réalisateur Steven Spielberg (visé par la tribune libre de Mia Farrow), qui avait accepté en avril 2006 de servir en tant que consultant artistique aux Jeux de Pékin s'est démis de ses fonctions dans une lettre adressée au président chinois Hu Jintao ; il y a exprimé haut et fort son inquiétude quant au génocide au Darfour et vivement souhaité que la Chine « liquide les conditions du génocide », qu'elle change au Darfour de politique, qu'elle arrête de soutenir le régime soudanais dans son opposition à l'envoi d'une robuste force de maintien de la paix onusienne au Darfour¹². La tribune de Farrow et la lettre de Spielberg ont fait l'effet d'un choc à Pékin ; répercussion tangible le 31 juillet 2007 : la Chine donnant son aval à l'envoi d'une force de maintien de la paix de 26 000 personnes au Soudan, sous le chapitre 7 de la charte des Nations unies, contrairement aux positions sur lesquelles elle campait depuis longtemps au sein du Conseil de sécurité. Pour le gouvernement des États-Unis, la République populaire doit montrer qu'elle est un « acteur responsable » en pesant de toute son influence à Khartoum afin d'inciter le président Omar al-Bashir à adopter une attitude plus modérée sur le Darfour¹³. L'Europe a pour sa part invité la Chine à réorienter sa politique africaine vers un plus grand engagement dans le domaine du développement durable, vers davantage de démocratisation et vers la transparence de ses politiques d'aide et d'investissement, en particulier sur le dossier du Darfour¹⁴. Mais le plus important, c'est que la Chine ne peut pas continuer à laisser ruiner sa réputation internationale au Darfour, où sa politique de non-ingérence serait utilisée comme « un permis de tuer »¹⁵.

Sous ce feu croissant de critiques, Pékin a initié un changement de politique au Soudan. La question du Darfour illustrant parfaitement les mouvements subtils et progressifs de sa politique. Les Chinois en ont désormais conscience, ils ne pourront poursuivre sans difficultés une politique formelle de non-ingérence¹⁶. Mais, selon Pékin, la Chine n'aurait pas été confrontée à pareil dilemme si le Soudan avait été exportateur de café ou de chameaux. De la même manière,

12. Cf. R. Scott Greathead, « Moving China on Darfur », *The Wall Street Journal*, 6 novembre 2007.

13. *USCC Hearing on China's Role in The World : Is China a Responsible Stakeholder ?* Témoignage d'Amy M. Jaffe, 4 août 2006.

14. Cf. Daniel Dombey, « Europe Urges China to Change African energy policy », *Financial Times*, 24 octobre 2006.

15. « Mr. Hu's Mission to Khartoum-Sudan in China », *The Economist*, 3 février 2007.

16. Cf. Bates Gill, « Assessing China's Growing Influence in Africa », *China Security*, vol. 3, n° 3, été 2007.

les autorités chinoises n'auraient pas été critiquées si l'Iran ne nourrissait pas d'ambition nucléaire. La réciprocité étant vraie pour la politique irakienne des États-Unis. La première réponse conséquente et adaptée (ancrée dans la culture chinoise) du gouvernement de Pékin à ces accusations fut apportée en la personne du Premier ministre Wen Jiabao : les intérêts de la Chine vont bien au-delà du seul approvisionnement en hydrocarbures ; en outre « le volume des transactions pétrolières du pays avec l'Afrique n'équivaut-il pas au tiers de celui de certaines puissances majeures de la planète ? » ; et quant à la politique chinoise de non-ingérence (parallèle aux manœuvres de séduction commerciale en direction de tous les pays du continent africain) : « Nous pensons que les peuples et les nations ont droit et vocation à s'attaquer eux-mêmes à leurs affaires intérieures ». De surcroît, la Chine estime que sa politique africaine du « gagnant-gagnant » se distingue du colonialisme comme du néo-colonialisme¹⁷. En sus, la Chine réfute les griefs occidentaux en arguant du développement bénéfique à l'Afrique et en citant les médias africains affirmant que la présence chinoise est saluée par la plupart des États africains pour son apport au continent (certains pays d'Afrique vivant justement l'une des meilleures périodes de leur développement économique)¹⁸. Enfin, Pékin profite de certains forums tels le Dialogue économique stratégique sino-américain et le Forum de coopération sino-africain pour rejeter les accusations de l'Occident et de la communauté internationale. Pourtant la récente flexibilité de la Chine sur les questions iranienne et soudanaise montre qu'il lui faut bien faire des concessions afin de mieux préserver ses intérêts économiques et énergétiques.

En août 2006, le Conseil de sécurité adopte une résolution appelant au déploiement d'une force onusienne de maintien de la paix au Darfour ; Khartoum décline et met en garde contre un départ de l'*African Mission in Sudan* de l'Union africaine (UA). D'abord réticente à exercer des pressions sur le gouvernement soudanais, la Chine effectuera un travail de *lobbying* auprès des autorités de Khartoum, afin que ces dernières autorisent la force de l'ONU à pénétrer dans la région. Pendant le sommet Chine-Soudan de novembre 2006, le président Hu Jintao déclare à son homologue soudanais que le conflit au Darfour a atteint « un seuil critique » et le presse d'agir diplomatiquement pour renforcer le dialogue entre toutes les parties soudanaises impliquées¹⁹. Depuis lors, les dirigeants chinois ont travaillé à ce que Omar al-Bashir accepte la force hybride. Lors de sa visite au Soudan, Hu Jintao prononce un exceptionnel discours public où sont énoncés « quatre principes » de base pour une approche internationale de la question du

17. « Premier Wen Defends African Oil Deals », *South China Morning Post*, 19 juin 2006.

18. Cf. Wenran Jiang, « China's Booming Energy Ties With Africa », *Geopolitics of Energy*, vol. 8, n° 7, juillet 2006, p. 2.

19. Cf. Gillian Wong, « China's Hu Discusses Darfour Crisis with Sudanese President », *Associated Press*, 2 novembre 2006.

Darfour²⁰. En avril 2007, le ministre assistant des Affaires étrangères chinois, Zhai Jun, se rend au Soudan afin d'appréhender plus complètement les tenants et aboutissants des relations politiques tendues entre le Darfour et le gouvernement de Khartoum. Peu après la visite de Zhai Jun, Pékin nomme l'ambassadeur Liu Guijin au poste d'envoyé spécial en Afrique. Ce dernier fera de la question du Darfour une priorité et reviendra plusieurs fois au Soudan afin d'y mener des consultations avec les parties concernées. En juin 2007, Khartoum consentira finalement au déploiement d'une force de maintien de la paix renforcée. La Chine aurait usé durant ce processus diplomatique d'un « langage très franc » en plus de sa « propre sagesse » pour convaincre Khartoum d'accepter la force hybride ONU/UA, prouvant de la sorte qu'elle jouait un rôle crucial²¹.

Le Soudan focalise l'attention des spécialistes chinois des questions étrangères. Les progressistes estiment que la Chine devrait couper les ponts avec Khartoum, car être associé à un génocide compte plus que les intérêts pétroliers. Contre-attaque des conservateurs : il y a dans tout cela une stratégie ciblée de l'Occident visant à écarter la Chine du Soudan et *a fortiori* de son pétrole²². Les milieux scientifiques ont formulé des approches diverses, mais semble-t-il assez timidement. Quelques universitaires chinois, à l'instar de Shen Dingli et Zha Daojiong, considèrent qu'il est important pour Pékin de trouver un équilibre entre les intérêts énergétiques, les responsabilités internationales et les relations avec les États-Unis. Par exemple, dans le cas iranien, Shen Dingli situe le dilemme auquel est confrontée la Chine dans la nécessité d'harmoniser la sécurité énergétique, les obligations de non-prolifération et les liens avec Washington. La question nucléaire iranienne constituant à la fois un test et une opportunité puisqu'elle offre à Pékin la possibilité de maintenir ses intérêts nationaux tout en démontrant une aptitude à agir comme puissance responsable. D'une part, la Chine reste opposée à la prolifération des armes de destruction massive (ADM) ; mais elle ne peut, d'autre part, se montrer trop inflexible envers les États disposant d'importantes ressources énergétiques, dans la mesure où la sécurité énergétique est devenue un facteur déterminant de la politique étrangère chinoise, résultat de l'expansion rapide de sa demande domestique. En ce qui concerne le nucléaire iranien, la stratégie de Pékin consiste à maintenir des rapports économiques et énergétiques avec Téhéran – respect du droit à l'usage pacifique et civil du nucléaire – tout en conservant des relations pacifiques et stables avec les États-Unis²³. Erica Downs soulignant en outre que la résolution de l'équation

20. « Diplomat Views China's Role on Darfur Issue », *Qiushi*, 1^{er} juin 2007.

21. « Roundup : China's Special Envoy Visits Sudan's Darfur », *Xinhua News Agency*, 23 mai 2007.

22. Cf. Simon Robinson, « Time Running Out », *Times*, 18 septembre 2006.

23. Cf. Dingli Shen, « Iran's Nuclear Ambitions Test China's Wisdom », *The Washington Quarterly*, printemps 2006, p. 55-66.

entre l'amélioration de l'image internationale de la Chine et la protection de ses investissements pétroliers pourrait se compliquer si la résorption de la crise du Darfour prenait une place plus importante dans l'ordre du jour des divers gouvernements de la planète ²⁴.

Activités énergétiques de la Chine en Afrique : davantage de problèmes à venir ?

Lors de la dernière décennie du siècle dernier, les relations sino-africaines sont entrées dans une nouvelle ère centrée sur l'énergie et autres types de ressources naturelles. Inutile de dire que les efforts produits par la Chine traduisent le déplacement diplomatique opéré par Pékin en direction des pays en développement riches en matières premières. La quête de ressources, énergétiques en particulier, aide à comprendre l'importance stratégique de l'Afrique aux yeux de Pékin. Depuis 1995, date à laquelle les compagnies pétrolières chinoises obtinrent l'autorisation d'exploiter les ressources pétrolières soudanaises, les relations bilatérales entre la Chine et l'Afrique dans les domaines du commerce et des investissements pétroliers ont crû de façon exponentielle. En mars 2004, la Chine et l'Angola parviennent à un accord : l'Angola s'engage à fournir 100 000 barils de pétrole par jour à son partenaire chinois, tandis que Pékin octroie en revanche un crédit de quelque 2 milliards de dollars consacré à la construction d'infrastructures en Angola. Un accord similaire, en juillet 2005, entre la Sinopec et la *Nigerian National Oil Company* attribue à la Chine, pendant un an, 300 000 b/j. En janvier 2006, la CNOOC paye 2,27 milliards de dollars pour une participation de 45 % dans un champ pétrolier et gazier nigérian *offshore* et 2,25 milliards supplémentaires vont être injectés par la compagnie chinoise afin d'accroître la production de ce dernier champ. Dès lors que le Gabon connaissait ces dernières années une baisse de sa production pétrolière, la Sinopec a procédé à d'énormes investissements pour y amplifier la prospection pétrolière onshore et offshore. La Chine a désormais étendu le partenariat pétrolier non seulement à des États comme l'Algérie, la Libye, l'Angola, le Soudan, le Gabon, le Nigeria et la Guinée équatoriale, mais aussi à des pays comme le Tchad, avec lequel elle n'entretient pas de relations diplomatiques officielles.

Les relations énergétiques sino-africaines ont des caractéristiques propres qui les distinguent de celles entre la Chine et le Moyen-Orient. Elles concernent aussi bien le commerce que l'investissement, les Chinois participant à la prospection et à la production du pétrole africain sur une plus grande échelle qu'ils ne le font au

24. Cf. Erica S. Down, « The Fact and Fiction of Sino-African Energy Relations », *China Security*, vol. 3, n° 3, été 2007.

Moyen-Orient. Comme mentionné préalablement, la Chine a investi quelque 3 ou 4 milliards de dollars au Soudan, et pas exclusivement dans l'exploration et l'exploitation pétrolières, mais aussi dans les infrastructures (oléoducs, ports maritimes et quais). Cas d'école, l'affectation des investissements des compagnies pétrolières chinoises, par exemple au Nigeria. La Chine construit sa coopération énergétique en Afrique en établissant des *joint-ventures* à long terme avec des compagnies pétrolières tant d'État que privées sur base d'initiatives intergouvernementales. Une amitié sino-africaine établie de longue date, des « paquets » répétés d'assistance, sans compter des considérations stratégiques à long terme primant sur les bénéfices substantiels à court terme générés par la coopération énergétique bilatérale font que la Chine est devenue de plus en plus compétitive dans le secteur pétrolier, ce qui constitue un défi pour les compagnies pétrolières occidentales.

Même s'il n'y a pas assez de données pour analyser plus avant les interactions entre les compagnies pétrolières chinoises et leurs homologues africains, nous pouvons affirmer sans risque que les activités énergétiques des pétroliers chinois en Afrique promeuvent en même temps les relations bilatérales politiques, économiques, scientifiques, technologiques et culturelles, la Chine ayant de plus en plus d'influence et de poids sur le continent. Rien qu'en 2004, les principaux dirigeants chinois et africains se sont rendu visite plus d'une dizaine de fois, la plupart du temps pour traiter de questions économiques et énergétiques. Selon toute vraisemblance, les « tournées » des *leaders* chinois sur le sol africain ont eu pour objectif de nouvelles opportunités d'exploitation de ressources pétrolières et minérales. Les robustes investissements chinois et les relations commerciales dans le secteur de l'énergie et des matières premières en Afrique ne contribuent pas seulement à la sécurité énergétique de la Chine, ils sont également bénéfiques au développement constant des relations sino-africaines dans leur ensemble²⁵.

La Chine assoit – davantage que l'Occident et la communauté internationale – son intérêt national en traitant les États africains comme des partenaires énergétiques égaux à ceux du Moyen-Orient. L'Angola constituant ici un exemple typique. En 2002, la guerre civile qui avait ravagé le pays pendant 27 ans prit fin. La plupart des compagnies pétrolières étrangères continuant à s'abstenir d'investir dans le pays. C'est la Chine qui, la première, octroya un prêt de 3 milliards de dollars aux autorités angolaises afin qu'elles puissent reconstruire leurs infrastructures pétrolières endommagées par le conflit. Ce prêt étant suivi par un « paquet » d'aide d'une valeur de 2 milliards de dollars lors de la visite du Premier ministre chinois, Wen Jiabao, en juin 2006. L'Angola est actuellement le pays qui reçoit le plus d'aide extérieure chinoise. Rappelons que cet État est le

25. Cf. Howard W. French, « China in Africa – All Trade, With No Political Baggage », *The New York Times*, 8 août 2004.

deuxième plus important producteur de pétrole en Afrique subsaharienne après le Nigeria ; sa production – dont entre un quart et un tiers prend le chemin de la Chine, soit 13 % des importations pétrolières chinoises – atteignait quelque 1,4 million b/j en 2005.

Le Moyen-Orient et l'Afrique représentent aujourd'hui 70 % des exportations totales de brut vers la Chine. Le fait que les approvisionnements pétroliers chinois dépendent – et dépendront toujours à l'avenir – du Moyen-Orient et de l'Afrique implique que la Chine y poursuive ses opérations dans le secteur de l'énergie et qu'elle continuera à forger les maillons d'une chaîne énergétique avec les pays producteurs de pétrole dans ces régions.

Le rôle de la Chine dans les affaires moyen-orientales s'est graduellement transformé : spectateur désintéressé avant les années 1980, puis instigateur de liens diplomatiques et de relations commerciales dans les domaines de la main-d'œuvre, des produits finis et – à un degré moindre – de l'armement durant la décennie 1980 et au début des années 1990, elle est aujourd'hui promoteur actif de rapports plus étroits avec les gouvernements et les compagnies pétrolières du Moyen-Orient. Une métamorphose indubitablement enclenchée par le secteur énergétique²⁶. D'autre part, la politique moyen-orientale de la Chine et la *Look East policy* des pays arabes sont régies par un principe de « survie réciproque » et de jeu « gagnant-gagnant ». La politique chinoise dans cette région s'inscrit dans le cadre de la révision, du réajustement et du repositionnement stratégiques de Pékin au Moyen-Orient, attribuant *de facto* plus de poids aux États arabes et conférant à la sécurité énergétique encore plus de valeur stratégique. Mais si les activités énergétiques moyen-orientales de la Chine constituent une sorte de challenge aux intérêts sécuritaires et pétroliers occidentaux, Pékin n'a nullement l'intention d'affaiblir l'Occident ou de lui lancer un défi de manière planifiée et organisée dans la région²⁷. Les opérations chinoises y demeurant par ailleurs limitées et modérées en comparaison de celles qui sont menées dans le secteur africain de l'énergie. Étant donné son influence politique restreinte au Moyen-Orient et l'instabilité géopolitique de cette région, Pékin ne manifeste guère d'enthousiasme à y exploiter ses relations énergétiques et de peser sur l'Iran et l'Arabie saoudite, et par conséquent de lancer un défi aux États-Unis.

La donne pétrolière en Afrique évolue et continuera d'évoluer en fonction des intérêts pétroliers chinois, lesquels ont contrebalancé l'influence occidentale et

26. Cf. Yitzhak Shichor, « China's Economic Relations with the Middle East: New Dimensions », *China Report*, vol. 34, n° 3-4, 1998, p. 419-439.

27. Cf. Wu Lei, Liu Xuejun, « China or the United States : Which Threatens Energy Security? », *OPEC Review*, septembre 2007.

déclenché une intense compétition pour l'accès aux ressources pétrolières africaines, nigérianes et angolaises en particulier, entre la Chine et l'Occident. Dans la mesure où ces ressources sont de plus en plus accaparées par les entreprises chinoises, Washington doit se prémunir contre de probables perturbations durables de ses approvisionnements en matières premières et en ressources énergétiques. Il y a dix ans, l'Europe et les États-Unis pouvaient aisément et tranquillement siphonner le pétrole africain. Une décennie plus tard, le scénario est en train de rapidement changer avec une demande chinoise en expansion et des compagnies pétrolières de la République populaire de Chine qui ont vite accru leurs investissements et leurs relations commerciales avec des États comme le Nigéria et l'Angola, deux importants fournisseurs de brut des États-Unis. En somme, les Américains éprouvent et continueront à éprouver une concurrence chinoise en constante augmentation dans le secteur pétrolier en Afrique. La tendance actuelle est à une meilleure répartition des opérations et des investissements énergétiques extérieurs chinois dans cette partie du monde. Des premières années de la décennie 1990 jusqu'à début 2005, le montant total des investissements extérieurs de la Chine dans le domaine des hydrocarbures a atteint les 7 milliards de dollars ; la capacité globale de production pétrolière quotidienne acquise par les compagnies pétrolières nationales chinoises par le biais de leurs prises de participation à l'étranger s'établit à 400 000 b/j, provenant pour une grande part d'Afrique.

L'importante implication chinoise sur la scène africaine (compte tenu de la sécurité énergétique du pays) – diplomatie énergétique, assistance technologique et économique, aide et prêts, annulations de dettes et même ventes d'armes – se développera-t-elle au point de causer du tort aux intérêts et à l'influence des États-Unis – et des autres nations d'Occident – sur le continent africain ? Les dirigeants et experts chinois ne le pensent pas, arguant que la stratégie africaine de la Chine n'est pas dirigée contre les États-Unis. Il n'empêche que sous l'angle de l'économie et de la géopolitique de l'énergie, les actuels échanges sino-africains dans les domaines politique, économique, scientifique et culturel que génère précisément la coopération énergétique amplifient la présence et l'influence de Pékin en Afrique. Si les liens énergétiques sans cesse croissants de la Chine avec le Moyen-Orient ont peu de répercussions sur son influence dans cette région, les efforts déployés par Pékin en Afrique seront sans aucun doute une autre affaire.

Pour conclure, les inflexions chinoises sur la question du Soudan/Darfour ne signifient pas que la politique de non-ingérence prônée par Pékin ait fondamentalement évolué. La Chine a toujours été opposée à l'ingérence étrangère dans ce qu'elle considère être des questions de souveraineté nationale, aussi est-elle particulièrement attachée à la « sanctuarisation » de son territoire, et à la liberté de faire ce qu'elle entend dans des zones sensibles telles que le Tibet, Taiwan ou

la vaste région musulmane du Xinjiang (dans l'Est de la Chine). Sur la question du Darfour, la position chinoise demeure ambiguë : la Chine essaie, « à (sa) façon et par divers moyens et diverses voies » (dans les termes de l'envoyé spécial mandaté par Pékin), d'orienter Khartoum vers plus de flexibilité, tout en mettant l'accent sur le respect de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Soudan.

Traduit de l'anglais par Jonathan Jackowska